



Coordination et Gestion des Sites

Chiffres clés

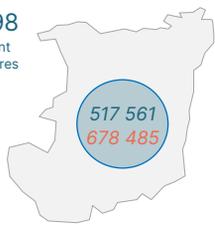
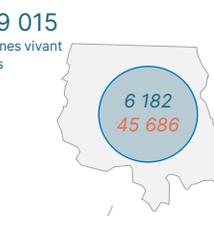
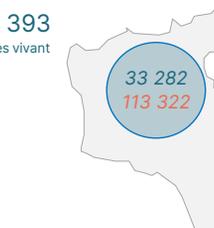
Planification HRP 2024	Population actuelle	Personnes atteintes au 31 Juillet 2024							
 <p>761 502 Personnes dans le besoin</p>	<p> 1 166 534</p> <p>Personnes déplacées vivant dans les sites et centres collectifs</p>	<p> 235</p> <p>Sites et Centres collectifs gérés et suivis par le CCCM</p>	<p> 572 498</p> <p>Personnes atteintes par les activités du CCCM courant mai 2024</p>	<p> 1 063 613</p> <p>Cumul des personnes atteintes par les activités du CCCM au 31 mai 2024</p>					
<p> 487 361</p> <p>Personnes ciblées</p>			<p> 214 044</p> <p>Enfants 37%</p>	<p> 298 895</p> <p>Adultes 52%</p>	<p> 491 568</p> <p>Enfants 46%</p>	<p> 477 035</p> <p>Adultes 45%</p>			
<p> 29 242 585\$</p> <p>Budget requis</p>	<p> 90 486</p> <p>Personnes déplacées vivant dans les villages d'accueil suivi par le CCCM</p>	<p> 10</p> <p>Villages d'accueil couverts par le CCCM en modalité Mobile</p>	<p> 59 559</p> <p>Personnes âgées 10%</p>	<p> 19 281</p> <p>Personnes vivant avec Handicap 3%</p>	<p> 95 010</p> <p>Personnes âgées 9%</p>	<p> 91 100</p> <p>Personnes vivant avec Handicap 9%</p>			
<p> 10 250 000\$</p> <p>Budget disponible</p>	<p> 1 257 020</p> <p>Personnes déplacées vivant dans les sites, centres collectifs et quelques villages d'accueil gérés par le CCCM</p>		<p>243 774</p> <p>Hommes 43%</p>	<p>328 724</p> <p>Femmes 57%</p>	<p>468 513</p> <p>Hommes 44%</p>	<p>595 100</p> <p>Femmes 56%</p>			

Contexte opérationnel

Les crises récurrentes dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) depuis plusieurs décennies demeurent préoccupantes. Actuellement, les forces gouvernementales congolaises intensifient leur lutte contre le groupe armé M23 dans le Nord-Kivu, tandis que le Sud-Kivu subit les effets collatéraux de cette crise, en plus des conflits armés internes spécifiques à la province. Les conflits intercommunautaires persistent dans le Tanganyika, et bien qu'une accalmie soit observée en Ituri, les agressions des groupes ADF, CODECO et ZAÏRE laissent des séquelles indélébiles. Ces situations entraînent des déplacements massifs et forcés de populations, exacerbant les vulnérabilités déjà existantes dans ces provinces, où les besoins humanitaires sont graves et persistants. On observe la création de nouveaux sites, l'extension d'anciens sites et la prolifération de nouveaux centres collectifs, accompagnée d'une croissance démographique exponentielle dans ces installations.

Cette dynamique met en difficulté les acteurs du CCCM, qui manquent de ressources pour répondre à la demande croissante en matière de coordination et de gestion de ces installations collectives, ainsi que pour l'encadrement des aides multisectorielles. Le mois de juillet 2024 a été marqué par des menaces croissantes d'évictions des PDI, une situation préoccupante tant au Nord qu'au Sud-Kivu. On assiste également à la persistance du choléra dans plusieurs sites du Nord-Kivu, à des incidents sécuritaires récurrents dans les sites, et à des difficultés d'accès à certains sites en raison de l'insécurité ou de l'état impraticable des routes. Toutefois, des activités liées aux solutions durables sont en cours dans le Tanganyika et en Ituri.

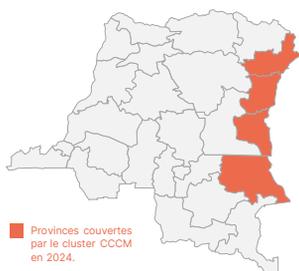
Aperçu de la réponse au mois de juillet 2024

NORD KIVU	ITURI	TANGANYIKA	SUD KIVU
<p>832 498 Personnes vivant en sites et centres collectifs</p> 	<p>277 114 Personnes vivant en sites</p> 	<p>29 015 Personnes vivant en sites</p> 	<p>118 393 Personnes vivant en sites</p> 
<ul style="list-style-type: none"> Formation de 20 gestionnaires et 5 administrateurs de sites sur les notions de base du CCCM. Installation d'unités de la Police Nationale Congolaise (Rusayo 2 Extension, Lwashi) pour renforcer la sécurité des sites. Lancement d'une campagne conjointe de démolition des maisons de tolérance dans les sites par la CNR et la PNC. Sensibilisation de 5980 PDI sur diverses thématiques (Lutte contre incendie, l'inclusion, les violences basées sur le genre (VBG), Protection contre l'exploitation et abus sexuels (PSEA), le caractère civil et humanitaire des sites). 	<ul style="list-style-type: none"> 669 leaders (dont 328 femmes) ont été élus dans les comités directeurs (44), comités sectoriels (505), et comme chefs des blocs (120). 238 membres des comités directeurs et sectoriels (dont 98 femmes) formés sur leurs rôles et responsabilités après les élections. 5577 personnes, dont 3502 femmes, sensibilisées sur la redevabilité (AAP). Sensibilisation des comités de 4 sites sur le respect des règlements intérieurs et 122 exemplaires distribués. Un préenregistrement a été effectué pour 215 ménages composés de 787 individus. 	<ul style="list-style-type: none"> 3 sites spontanés évalués à Kongolo, Yenga (850 ménages), a été jugé viable. Ponda et Muti na Muama présentent des difficultés en raison des autochtones se faisant passer pour des PDI. Le site de Kabeya Mukena a été désactivé, et certains ménages ont été transférés à Kilwa et Kilunga, situés dans la même zone géographique. Une collecte préliminaire des intentions des ménages a été effectuée sur le site de Kisalaba. Les ménages du site de Kikumbe ont été sensibilisés sur les solutions durables à mettre en place, en préparation de la fermeture du site. 	<ul style="list-style-type: none"> Un atelier de formation, organisé par CIAUD et DIVAH pour 48 acteurs étatiques (Autorités civiles, militaires, policières, ANR) sur le caractère civil et humanitaire des sites. 16 réunions organisées, 1325 participants (572 hommes, 753 femmes) sur l'appropriation des activités du CCCM par les PDI. 32 séances touchant 2989 personnes (1798 femmes, 1191 hommes) sur les mesures d'hygiène. 32 séances (16 focus groups, 16 sessions de masse) pour 973 participants (591 femmes, 382 hommes) sur les VBG et la fraude dans les interventions humanitaires.

Légende

XXXX : Nombre des personnes atteintes au mois de juillet 2024.

XXXXX : Nombre des personnes atteintes du 1^{er} janvier au 31 juillet 2024.



Le cluster CCCM intervient prioritairement dans quatre provinces : le Nord-Kivu, l'Ituri, le Sud-Kivu et le Tanganyika, toutes gravement touchées par la problématique des déplacements de populations et faisant face à des besoins humanitaires considérables, encore partiellement couverts. Pour répondre à ces défis, plusieurs acteurs se sont mobilisés, apportant diverses capacités et modalités d'intervention, souvent limitées par leurs ressources. Le HCR assure la coordination du cluster, tandis que l'OIM en assure la coordination. Au niveau gouvernemental, la CNR et la DIVAH, deux organes techniques de la RDC, veillent à l'administration des sites, selon une répartition concertée des zones de responsabilité. Les organisations AIDES, ACTED, CARITAS et CIAUD sont engagées dans la gestion des sites, avec un soutien supplémentaire de l'OIM dans le Tanganyika. Des partenaires tels que la GIZ, le NRC, PEDI, RADPI, AIBEF, ARPS et WNH sont des contributeurs actifs dans ce dispositif.

CCCM: Camp Coordination and Camp Management; EAS: Exploitation et abus sexuel.

ACTED: Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement; AIBEF : Appui aux Initiatives de Bien Être Familiale; AIDES : Actions et Interventions pour le Développement et l'Encadrement Social; ARPS: Actions pour la Réhabilitation et la Promotion Sociale; CARITAS; CIAUD: Comité International pour l'Aide d'Urgence et le Développement; CNR : Commission Nationale pour les Réfugiés; DIVAH : Division des Affaires Humanitaires; GIZ: Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit; HCR : Haut-Commissariat pour les Réfugiés; NRC: Norwegian Refugee Council; PEDI: Programme d'Encadrement pour le Développement Intégral; RADPI : Réseau d'Action pour le Développement et Progrès Intégrés; OIM : Organisation Internationale de la Migration; WNH: World Needs and help.

Contraintes et défis opérationnels

	Défis opérationnels	Contraintes opérationnelles
NORD KIVU	<ul style="list-style-type: none"> Les menaces de déguerpissement tendent à se généraliser, créant une situation de plus en plus préoccupante pour les PDI. L'insécurité croissante et la violation du caractère civil des sites posent des risques sérieux pour la sécurité des PDI. Problématique de la gestion des déchets. Persistance des incidents sécuritaires dans les sites. Afflux de déplacements dans le Nord du territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> Difficultés d'accès et de gestion des sites du Masisi pour des raisons d'accès physique, communicationnels et de sécurité. Persistance des gaps sévères persistents en Vivres, WASH, Sante, Education.
SUD KIVU	<ul style="list-style-type: none"> L'inaccessibilité physique de la zone de Minova, qui abrite la majorité des sites de déplacés, est due à la menace d'envahissement du territoire de Kalehe par le groupe armé M23, signalé sur les collines surplombant la cité de Minova. Problématique de la coordination de l'aide humanitaire. 	<ul style="list-style-type: none"> Mouvements continus des ménages en provenance des zones des combats du Nord Kivu vers les villages Nyabibwe, Kalungu, Mukwidja, Makengere, Kinyezire, etc. Insuffisance de l'aide humanitaire.
ITURI	<ul style="list-style-type: none"> Accès physique difficile dans certaines zones abritant les sites de déplacés internes comme Aungba du fait de contexte sécuritaire tendu. 	<ul style="list-style-type: none"> Le nombre de gestionnaires de sites est insuffisant par rapport au nombre de sites, ce qui empêche la régularité des activités de gestion dans certains d'entre eux.

	Défis opérationnels	Contraintes opérationnelles
TANGANYIKA	<ul style="list-style-type: none"> ❑ La diminution sensible des assistances dans les sites. ❑ Faible ressource pour l'accompagnement à la fermeture des sites et la mise en œuvre des solutions durables. 	<ul style="list-style-type: none"> ❑ Baisse significative des assistances dans les sites. Les secteurs de la santé, de la sécurité alimentaire, des abris et du WASH sont les moins desservis. ❑ Les ressources sont insuffisantes pour accompagner efficacement la fermeture des sites et la mise en œuvre de solutions durables.



Remise d'attestation de retour volontaire aux PDI au site de Kikumbe (Tanganyika).
© CLUSTER CCCM RDC JUILLET 2024

Un groupe des ménages pliant bagages pour un retour volontaire au village d'origine (Tanganyika)
© CLUSTER CCCM RDC JUILLET 2024

Partenaires ayant contribué à ce rapport (8)



Contacts

Vanessa Zola, zola@unhcr.org
CCCM Cluster Coordination Officer
(+) 243 814 404 285

Tiann Nkawa, nkawa@unhcr.org
Asst Information Management Officer
(+) 243 825 089 922

Lassana Badio, lbadio@iom.int
CCCM Cluster Coordination Officer
(+) 243 834 307 333

Heritier Mpamu, hmpamu@iom.int
Information Management Associate
(+) 243 819 513 128

